

[Ulysse Lojkine](#), doctorant en philosophie et en économie, revient ici sur la conception post-opéraïste de l'exploitation comme extraction. Bien qu'elle mette l'accent, d'une manière pertinente, sur les traits saillants du capitalisme contemporain (financiarisation, les différents types de dépossession, émergence de nouvelles formes de travail, etc.), cette thèse est grevée par des faiblesses conceptuelles et peut être remise en cause empiriquement.

\*\*\*

Il y a vingt ans, avec la parution d'*Empire*, Antonio Negri et Michael Hardt se lançaient dans une entreprise ambitieuse : proposer un ensemble de concepts marxistes spécifiques pour caractériser le capitalisme post-fordiste, au niveau de la production, de la souveraineté, de la guerre, et des mouvements de résistance[1]. Ils sont en cela fidèles au précepte marxiste consistant à mener du capitalisme une approche historique, chacune de ses périodes devant être comprise sous des catégories spécifiques.

L'édifice est impressionnant, et a été très influent. Nous nous proposons ici d'en examiner un aspect particulier, à savoir leur analyse du concept d'exploitation. Quelle est la forme spécifique de l'exploitation à l'âge de l'Empire ? Ils apportent à cette question une réponse déterminée :

Dans le post-fordisme, au contraire [du fordisme], quand les connaissances productives et les capacités sociales de coopération se diffusent toujours plus largement dans la totalité du tissu social, le capital exploite les formes émergentes de la force de travail de manière nouvelle, en extrayant la richesse sociale produite en commun[2].

La thèse apparaît chez Negri et Hardt dès 2004 dans *Multitude*, et ils la défendent de nouveau dans toutes leurs œuvres postérieures[3]. Le versant économique de la thèse est développé par Carlo Vercellone[4]. Sandro Mezzadra et Brett Neilson défendent la même thèse, tout en l'associant au concept nouveau d'« opérations du capital » et en incluant dans l'analyse le rôle de la logistique[5]. Par son analyse des développements contemporains en Argentine, Veronica Gago propose une étude de cas intéressante dont elle tire des leçons générales[6]. Nous désignerons ce groupe d'auteurs comme « post-opéraïstes », utilisant simplement ce terme comme une étiquette commode. Nous partirons ici des seuls textes de ces auteurs, même si d'autres, comme Paolo Virno ou Yann Moulier-Boutang, peuvent être rattachés au même courant.

Malgré l'évolution de chacun des auteurs, et leurs insistances différentes, ils se citent mutuellement et emploient largement le même vocabulaire, ce qui leur permet de partager la thèse suivante : dans le capitalisme contemporain, l'exploitation a tendance à devenir extractive. Le concept d'extraction est défini par le critère d'*extériorité* réciproque de l'exploitation et de son objet :

De nos jours, l'accumulation capitaliste est toujours plus extérieure au processus de production, de sorte que l'exploitation prend la forme d'une *expropriation du commun*[7].

L'extraction au sens large désigne les formes et les pratiques de valorisation et

d'exploitation qui se constituent lorsque les opérations du capital rencontrent des structures de coopération humaine et de sociabilité qui leur sont extérieures[8].

D'une part, le capital extractif ; de l'autre, la production exploitée. Cette séparation implique que chaque terme puisse se concevoir sans l'autre : la production est autonome, alors que le capital est parasite. Ce qui les relie, c'est une opération continue de capture de la valeur :

Au lieu d'un organe qui fonctionne au sein du corps capitaliste, la force de travail biopolitique devient de plus en plus autonome tandis que le capital se contente de rôder autour comme un parasite avec ses régimes disciplinaires, ses instruments de capture, ses mécanismes d'expropriation et ses réseaux financiers[9].

Le commun est autonome au sens où il est premier sur son exploitation, ce que traduit également la métaphore de la *terra nullius* (territoire nouveau qui, à sa découverte, n'appartient encore à personne) :

Sous la domination de la finance et de ses instruments de plus en plus complexes, le capital est accumulé avant tout par la capture et l'extraction de valeur qui est comme trouvée là, un don de la nature, *terra nullius*[10].

On peut regrouper les phénomènes que cette théorie prétend décrire sous trois catégories : la dépossession, c'est-à-dire l'appropriation privée de ressources existantes ; la progression de la coopération dans la production, c'est-à-dire l'émergence de formes productives non structurellement capitalistes ; la financiarisation, c'est-à-dire le développement quantitatif du secteur financier et son contrôle sur le reste de l'économie. Ces deux derniers phénomènes sont, selon les auteurs cités, intimement liés : les transformations du travail le rendent de plus en plus autonome, susceptible de s'organiser lui-même à l'échelle sociale ; la captation de valeur par la finance, qui se greffe de l'extérieur sur cette production tendanciellement autonome, est alors le dernier recours de l'accumulation du capital.

Nous allons traiter chacun de ces phénomènes successivement pour le cerner plus précisément et voir s'il est légitime de le caractériser comme manifestation d'un tournant extractif du capitalisme.

## I. Dépossession

C'est le géographe marxiste David Harvey qui a introduit dans le débat contemporain le concept d'accumulation par dépossession. Il le définit comme la poursuite, à l'ère néolibérale, de l'accumulation par expropriation qui, pour Marx, était seulement une accumulation primitive. Il en distingue quatre modalités : la privatisation, la financiarisation, la manipulation des crises, la redistribution par l'État. Toutes ont en commun d'être des formes « de redistribution, non de création, de richesse et de revenus[11] ».

L'accumulation par dépossession a donc pour objet des ressources déjà existantes,

contrairement à l'accumulation par exploitation qui est productive. Concrètement, un propriétaire de richesses peut s'enrichir en achetant à bas prix des biens extérieurs au capitalisme, comme des entreprises publiques ou des ressources naturelles jusque là gérées en commun ; ou bien il peut faire de ses fonds un capital, à l'intérieur des rapports capitalistes de reproduction élargie, en exploitant des forces de travail.

C'est précisément cette distinction que mettent en cause les post-opéraïstes :

Alors que le concept de dépossession [chez Harvey] est original et séduisant, il s'en tient au concept traditionnel d'exploitation, qui devient l'autre de la dépossession[12].

L'analyse du néolibéralisme par David Harvey comme « accumulation par dépossession » est l'une des descriptions les plus influentes des mécanismes par lesquels l'accumulation primitive se poursuit. En concevant les modes contemporains d'extractivisme comme un procès continu d'accumulation primitive, on risque néanmoins de rester flou sur la nature de l'« extérieur » d'où la valeur est extraite et accumulée, et d'occulter, en particulier, l'extraction des formes du commun qui résultent de l'interaction sociale et de la coopération. (...) Il faut révéler comment le commun est exproprié et accumulé, mais il est tout aussi important, ou même plus, de rechercher comment, socialement, il est produit[13].

Les post-opéraïstes veulent ainsi infléchir la théorie de Harvey pour montrer que le modèle classique de reproduction élargie n'est plus en vigueur car le travail productif est devenu autonome, de sorte que le profit capitaliste est désormais lui-même une forme de dépossession. Ils subsument donc sous un même concept, celui d'extraction, la dépossession de ressources productives existantes (pour les faire fonctionner ensuite sur un mode capitaliste), et la dépossession des fruits d'une production sociale autonome.

Est-ce légitime ? Il convient ici d'introduire une distinction entre expropriation des ressources productives et expropriation du flux produit. Il s'agit de deux choses différentes, comme le capital et le produit, le patrimoine et le revenu, et plus généralement, les stocks et les flux. Une ressource donnée ne peut être expropriée qu'une fois : par exemple, le processus d'*enclosure* ne peut s'appliquer à chaque terrain qu'une fois, ou une technique donnée ne peut être brevetée qu'une fois. Il en va de même pour l'absorption d'un secteur productif au sein du capitalisme. Une fois les économies du Sud absorbées dans le capitalisme, et bien qu'elles l'aient été très progressivement, elles sont devenues le lieu d'une exploitation classique.

Pour prendre un autre exemple, les années 1980 à 2000 ont été le théâtre d'une appropriation massive par le capital de ressources publiques, qu'il s'agisse de l'ensemble des ressources productives des pays socialistes, ou du secteur public des pays capitalistes, touché par des privatisations massives à la même période. À chacune de ces transactions, pour autant qu'elles ont été faites à vil prix, on peut parler de dépossession. Mais par la suite, ces ressources productives deviennent du capital, et se mettent à fonctionner dans un cadre capitaliste classique. Il est certes possible de parler d'extraction du surtravail pour décrire le processus générique d'exploitation, comme le fait Roy dans sa traduction du *Capital*[14]. Mais on est loin de la thèse proprement post-opéraïste de l'extraction comme modalité spécifiquement contemporaine d'exploitation.

Au contraire, l'expropriation de flux peut durer indéfiniment, tant que la production non capitaliste du flux persiste ; c'est le cas par exemple de certains impôts ou tributs impérialistes, qui ont permis aux puissances capitalistes de s'approprier chaque année une partie de la production de zones non capitalistes sans détruire immédiatement leur structure propre, non capitaliste, ou bien les cas où la sphère capitaliste profite du travail non rémunéré des femmes.

On peut donc distinguer d'une part la dépossession de stock, ou de secteur ; d'autre part la dépossession de flux. Ces deux formes de dépossession ne sont pas seulement conceptuellement distinctes, elles sont de fait incompatibles, contradictoires. L'extraction de flux, par définition, est possible tant que la production du flux est préservée, hors des rapports capitalistes ; la dépossession de stock, inversement, ne peut se produire qu'une fois pour chaque ressource ou secteur, ouvrant la voie à l'exploitation classique et la fermant à l'extraction.

En somme, il est impossible d'avancer le concept d'extraction comme extension de celui de dépossession, puisque les deux mécanismes sont incompatibles. Si la dépossession progresse, comme le soutient Harvey, alors l'extraction doit reculer d'autant.

## II. Coopération

Selon Negri et Hardt, « toutes les formes de travail sont aujourd'hui socialement productives, elles produisent en commun », ce qui est selon eux une conséquence du développement du travail immatériel, c'est-à-dire du travail intellectuel et du travail affectif[15]. Pour comprendre ce que cela signifie, introduisons notre propre exemple, celui du secteur des centres d'appel, qui à la suite d'une spectaculaire croissance ces dernières décennies, emploie aujourd'hui des millions de travailleurs dans le monde. Il s'agit bien d'un cas de travail intellectuel, qui relève de ce que les post-opéraïstes appellent le « *general intellect* »[16], et Negri et Hardt soulignent d'ailleurs à de multiples reprises le rôle du langage dans la coopération sociale[17].

Le discours est « socialement productif » car il est inconcevable sans un interlocuteur. C'est cependant le cas de tout travail de service. Le rapport entre locuteur et auditeur, ou auteur et lecteur, peut très bien se superposer avec le rapport entre travailleur et client. La conversation est commune quand elle est pratiquée librement, elle est salariée dans le cadre d'un centre d'appel capitaliste. Le travailleur n'est pas libre de venir en aide aux personnes qu'il souhaite et de la manière qu'il souhaite, mais doit prendre les appels qui lui sont imposés et respecter des instructions très détaillées, le tout dans un temps minimal. Dans le premier cas, pas d'extraction ; dans le second, pas de commun ; dans les deux cas, nulle extraction du commun.

Mais on peut déplacer la question et faire intervenir la production des capacités productives des travailleurs eux-mêmes. Le travailleur a appris le langage par sa famille et par sa sociabilité en général, car « pour la langue le peuple est un très excellent maître[18] ». Cette activité linguistique au sein de la société préexiste au capitalisme et est relativement autonome vis-à-vis de lui. Or tout le monde participe directement ou indirectement à la vie de la langue, et même aux innovations linguistiques qui ne peuvent être assignées en un point déterminé mais émergent au cours d'un processus collectif de tâtonnement, de sélection, d'imitation. Indirectement, nous contribuons donc tous à ce commun : « la multitude est tout entière productive » et « nous participons tous à la production

Cette coopération sociale diffuse n'est pas l'objet d'une rémunération marchande mais est utile à la production capitaliste. On peut donc dire qu'elle est exploitée, par le travailleur lui-même dans la mesure où son salaire en est augmenté, par les capitalistes (les actionnaires du centre d'appel) dans la mesure où leur profit en est augmenté. C'est un sens possible pour la thèse de l'exploitation comme extraction du commun : le travail immatériel rémunéré serait exploité au sens marxiste classique, mais à travers lui, un autre travail serait l'objet d'une exploitation extractive, à savoir le travail social de production des capacités cognitives et affectives des travailleurs.

En effet, on peut appliquer le même raisonnement au travail affectif et de soin (*care*). L'aide à domicile ou l'infirmière sont exploitées au sens classique. Mais leur capacité de parole, d'attention, d'empathie, a été, elle aussi, acquise grâce à une éducation fournie par la société et par la famille, et au sein de celle-ci, notamment par la mère. La clinique exploite l'infirmière directement sur un mode salarial, et le travail passé de la mère de l'infirmière, indirectement, sur un mode extractif. C'est la thèse féministe matérialiste de l'exploitation du travail reproductif non payé des femmes[20].

Le travail gratuit de la reproduction peut donc être interprété comme une exploitation extractive de la coopération sociale. Mais la thèse post-opéraïste est plus forte, puisqu'elle affirme que cette forme d'exploitation est tendanciellement hégémonique dans le capitalisme contemporain : non seulement l'extraction existe, mais elle prédominerait de plus en plus. Or la tendance nous paraît inverse. Dans les différentes phases du capitalisme, la reproduction des hommes comme travailleurs, a été toujours assurée en grande partie hors de la sphère capitaliste, par une activité sociale diffuse pour des capacités comme le langage ou la sociabilité, mais aussi par des institutions bien précises, et notamment la famille, le système éducatif et le système médical. Le système éducatif public étant géré par l'État, il ne correspond pas aux définitions usuelles du commun, mais il s'agit bien d'une institution non marchande utile à la formation de la force de travail[21]. Il en va de même pour le système médical public.

Mais dans chacun de ces trois domaines, le commun a régressé, non progressé, alors que les rapports capitalistes progressaient : à mesure que les femmes entrent sur le marché du travail, elles confient de plus en plus le travail domestique (ménage, cuisine, garde des enfants) à des travailleuses salariées ; le système de santé et le système d'éducation publics sont menacés par diverses formes de privatisation. À mesure que le marché progresse, la séparation s'estompe entre sphère productive et sphère reproductive. Mais contrairement à la théorie post-opéraïste, ce n'est pas la production qui tend à devenir reproduction ; c'est la reproduction qui tend à devenir une production capitaliste comme une autre. Nous n'avons donc pas affaire à des rapports capitalistes en recul, ne représentant plus qu'une pellicule de contrôle sur une ébullition sociale autonome, mais au contraire au perfectionnement de plus en plus systématique de rapports cohérents de reproduction élargie.

### III. Financiarisation

Les auteurs que nous citons s'intéressent tous au rôle de la finance dans le capitalisme contemporain. Le fait que le capital soit fourni aux activités productives depuis un secteur financier qui leur est extérieur est interprété comme un des mécanismes du tournant

Les profits du capital financier sont la forme la plus pure d'expropriation du commun[22].

De fait, les mécanismes de la finance introduisent des médiations entre le propriétaire formel du capital et la direction effective des activités productives. C'est déjà le cas dans la société par actions, qui dissocie l'actionnaire du directeur et des différents gestionnaires : c'est le thème classique de la séparation de la propriété et du contrôle, caractérisé par Marx à l'époque où il apparaissait (*Capital*, vol. III, section 5) et bien connu de tous les économistes depuis l'ouvrage de Berle et Means[23].

Il peut être intéressant ici de noter que la séparation de la propriété et du contrôle n'est pas totale dans le cas des actionnaires, puisqu'ils nomment le conseil d'administration. Le crédit dissocie plus nettement encore les détenteurs des capitaux de la direction de la production, puisqu'ils n'y ont aucun droit : la firme est pour eux une boîte noire, seule sa capacité à payer des intérêts les intéresse, indépendamment des moyens employés. Les modalités de la finance contemporaine démultiplient les médiations : en combinant un grand nombre d'actions ou d'obligations (titres de dettes) hétérogènes au sein de mêmes produits financiers, qui peuvent être à leur tour soumis aux mêmes recombinaisons, on arrive à une situation où le détenteur d'un titre touche des dividendes sans avoir la moindre idée des activités productives qui les ont engendrés, ni par conséquent aucun pouvoir de décision sur ces activités.

## **Rente et intérêt**

C'est sur ces considérations que se fonde le post-opéraïsme pour affirmer que le capital financier n'est pas impliqué dans la production de son profit, qui est engendré par une coopération sociale autonome. Cela permet de qualifier le capitaliste financier de rentier, car il n'a pas lui-même contribué à son revenu, de même que la fertilité de la terre est donnée par la nature, et ne doit rien au propriétaire terrien qui en touche les fruits sous forme de rente :

La centralité renouvelée de l'extraction est située dans le passage historique du profit à la rente[24].

Les opérations de la finance contemporaine prennent un caractère spécifiquement extractif dans leur relation constitutive à une richesse qui doit être produite à l'avenir par une coopération sociale que la finance elle-même n'organise pas directement. Une des manières de décrire cette tendance est la formule, désormais courante, selon laquelle le profit devient de plus en plus une rente[25].

C'est Carlo Vercellone qui propose les développements les plus précis sur ce sujet, dans son article de 2007, et dans l'article de 2008 avec Negri. Il défend que la séparation entre profit et rente tend à se brouiller dans le capitalisme contemporain, pour les raisons que nous avons évoquées. Il soutient par ailleurs que cette évolution aurait été anticipée par Marx, dans un extrait du *Capital* qu'il cite dans chacun des deux articles :



---

« Le développement de la coopération, du côté des ouvriers, et des sociétés par actions, du côté des bourgeois, fit s'évanouir le dernier prétexte qui était invoqué pour confondre le profit d'entreprise avec le salaire d'administration, et montra qu'en pratique le profit est ce qu'il est indéniablement en théorie, c'est-à-dire de la plus-value, du surtravail, une valeur dont l'équivalent n'a pas été payé. » (Marx, *Capital*, vol. III, section 5)

Or ce texte de Marx concerne la séparation entre intérêt et profit d'entreprise permise par la finance, et il se trouve dans la section du livre III consacrée à l'intérêt, non dans la section consacrée à la rente. Le profit d'entreprise, l'intérêt et la rente sont des formes distinctes de survaleur pour Marx, et à aucun moment, à notre connaissance, il ne suggère que l'intérêt se rapprocherait tendanciellement de la rente. Ce qu'affirme l'extrait cité, c'est qu'en cessant de s'engager dans le travail de direction, le capitaliste réalise pleinement son concept (la distinction entre fonction du capitaliste et fonction de supervision avait d'ailleurs déjà été établie clairement par Adam Smith au chapitre 7 de la *Richesse des nations*). La différence essentielle entre capitaliste et rentier demeure : par l'accumulation, le capitaliste assure bien une fonction sociale, celle de l'investissement dans du capital productif nouveau, et donc le développement des forces productives.

## **Le contrôle de la finance**

Cette fonction d'apport de capital de la finance empêche de la qualifier de rentière. Cela ne contredit pourtant pas directement la thèse centrale dont il s'agit, à savoir l'extériorité de la finance par rapport à la production, le fait que le capital cesse tendanciellement d'organiser la production, de la planifier, d'y être impliqué :

Ces figures [l'entrepreneur et les *managers* classiques] cèdent la place à celle d'un management dont la compétence principale consiste en l'exercice de fonctions essentiellement financières et spéculatives, tandis que, comme nous l'avons vu, les fonctions réelles d'organisation de la production sont de plus en plus dévolues aux salariés[26].

Les entrepreneurs capitalistes extraient la valeur à distance et ne voient les sujets productifs que comme une masse abstraite. Ils ont tendance à considérer les résultats de la production sociale comme un don naturel, une manne venue du ciel. Les yeux fixés sur les marchés de produits dérivés et les stratégies d'arbitrage, ils ne sont plus les protagonistes qui organisaient la production et forgeaient de nouvelles combinaisons comme Schumpeter l'avait théorisé. À la place, la domination financière et la gouvernance néolibérales engendrent la coopération du travail, et ceux qui produisent de la valeur sont, de plus en plus, à même de coopérer de manière autonome et de planifier la production[27].

Ces formulations portent nettement l'empreinte du texte de Gilles Deleuze de 1990 où celui-ci, reprenant la terminologie foucauldienne, annonce le passage des sociétés disciplinaires aux sociétés de contrôle, dont une des manifestations serait le passage de l'usine à l'entreprise[28]. Il est possible que le terme d'organisation soit plus approprié à la société disciplinaire qu'à la société de contrôle. Cependant, selon Deleuze, il n'y a pas de raison de se réjouir de la fin de la discipline, qui n'est que le passage d'une forme de

« il n'y a pas lieu de craindre ou d'espérer, mais de chercher de nouvelles armes ».

De fait, la finance peut avoir un effet sans exercer de pouvoir disciplinaire direct. Le pouvoir peut très bien s'exercer par la médiation du marché. Par le simple jeu de la concurrence sur le marché du crédit, les différentes firmes se trouvent contraintes de maximiser le profit dégagé, pour pouvoir payer un intérêt plus élevé.

Il est possible que cette extériorisation de la contrainte se soit généralisée avec la fin du régime fordiste, avec le développement de nouveaux produits financiers qui ont rendu les marchés plus liquides (hors crises), mais aussi une mobilité internationale du capital accrue, le développement de la sous-traitance, ainsi que celui du capitalisme de plateforme. À chacun de ces niveaux, les travailleurs et les firmes sont contraints d'adopter les modalités de production les plus profitables pour le capital, sous peine de perdre leur financement pour les unes, leur emploi pour les autres. On retrouve la même transformation à l'intérieur de la firme avec les nouvelles pratiques de gestion qui laissent une marge de manœuvre au travailleur tout en soumettant sa performance à une évaluation permanente pour la comparer à des objectifs individualisés.

La contrainte du marché passe souvent par des systèmes d'évaluation : les agences de notation permettent de mesurer à quel point un État ou une firme se soumet aux impératifs de rentabilité, et l'évaluation constitue alors la médiation entre le capital et la production, par laquelle passe le pouvoir de l'un sur l'autre. Les notes attribuées aux travailleurs par les algorithmes des plateformes remplissent la même fonction.

En somme, il nous semble trompeur d'opposer discipline et autonomie, supposant que la fin de l'une implique l'émergence de l'autre. La forme de travail du livreur à vélo – le chemin qu'il suit, par exemple, ou à quelle heure il se connecte, du fait de la pratique de bonus, même s'il est formellement libre de choisir ses horaires – est déterminée jusque dans ses détails par la plateforme, et on ne peut donc pas dire qu'il soit autonome. Il nous paraîtrait plus juste de parler du passage de l'hétéronomie disciplinaire à l'hétéronomie de contrôle.

On peut discuter du rapport entre les deux formes à partir d'un exemple. Les États juridiquement souverains ne sont pas, de droit, soumis au pouvoir disciplinaire d'autres entités. Ces États sont aujourd'hui souvent endettés pour des montants significatifs, dont ils payent les intérêts par l'impôt, qui est un prélèvement sur l'activité productive qui y a lieu. L'intérêt touché par les détenteurs des dettes souveraines peut alors être considéré comme une extraction sur une production aux modalités autonomes, fixées par le cadre juridique décidé souverainement dans chaque État. Mais de fait, la politique suivie par les États est orientée par la nécessité d'être bien noté par les agences de notation, afin de pouvoir emprunter à des taux plus faibles. Ce cas montre également que la contrainte impersonnelle du marché peut facilement se convertir en pouvoir disciplinaire, lorsque les créanciers craignent pour leur flux de revenu : on l'a vu avec les programmes d'ajustement structurel au Mexique, en Argentine, en Grèce, et ailleurs, qui représentent bien la conversion du pouvoir indirect de l'incitation marchande à la prescription directe de la politique à suivre.



## Conclusion

Selon les post-opéraïstes, à l'âge de l'Empire, le capital et le travail sont de plus en plus extérieurs l'un à l'autre, selon un rapport d'extraction, à mesure que le capital devient financier et le travail, immatériel. Nous avons voulu montrer que ces transformations n'empêchent pas le capital de continuer à déterminer le contenu même de la production, selon un rapport d'exploitation dont l'idée d'extraction ne nous semble pas enrichir systématiquement la compréhension.

À un niveau moins général, il existe des cas qui confirment leur approche. Pour le travail, on peut penser à l'activité coopérative qui se déploie sur Internet, que ce soit sur Wikipédia ou par les développeurs de logiciels libres. Pour la finance, on pense notamment au cas bien particulier analysé par Veronica Gago : suite à l'effondrement de l'économie argentine au tournant du XXI<sup>e</sup> siècle, les chômeurs organisent leur activité de manière autonome, avec le soutien financier de la redistribution étatique, et la finance intervient alors pour prêter de l'argent à ces travailleurs auto-organisés, afin de récupérer une partie de la valeur qu'ils produisent ou qu'ils touchent de l'État[29]. Mais il s'agit de deux cas où le travail n'est pas rémunéré par le capital, situation de plus en plus rare, et non de plus en plus fréquente.

Quelles leçons tirer de cette analyse économique ? La conception de l'exploitation comme extraction est un corrélat de la thèse de l'autonomie tendancielle du commun des forces productives. Cette thèse a à son tour une conséquence politique : si les forces productives sont déjà autonomes, alors il leur suffit de détruire les rapports capitalistes devenus parasites pour se développer librement.

La réflexion sur les institutions économiques à mettre en place pour se substituer aux rapports capitalistes risque de s'en trouver découragée. Les concepts de commun et de coopération sociale peuvent devenir, dans ce contexte, un obstacle épistémologique puisqu'ils amalgament toutes les structures productives non marchandes – la communauté des locuteurs qui fait vivre la langue, la famille qui éduque les enfants, l'université publique qui forme les jeunes – alors qu'elles impliquent chacune des rapports de production différents. C'est au contraire une analyse différenciée qui est nécessaire pour identifier ce qui peut et doit être combattu dans le système actuel.

## Bibliographie

Gago, « Financialization of popular life and the extractive operations of capital: A perspective from Argentina », trad. Mason-Deese, *South Atlantic Quarterly*, 114 (1), 2005, p. 11-28

Gago et Mezzadra, « A Critique of the Extractive Operations of Capital: Toward an Expanded Concept of Extractivism », *Rethinking Marxism*, 29(4), 2017, p. 574-591.

Hardt, « L'extraction du commun, paradigme du capital », *Revue Période*, 2018, trad. J. Etelain et P. Schwarzer –  
<http://revueperiode.net/lextraction-du-commun-paradigme-du-capital/>

Harvey David, « Le « Nouvel Impérialisme » : accumulation par expropriation », *Actuel Marx*, 2004/1 (n° 35), p. 71-90 –

Harvey David, *Brève histoire du néolibéralisme*, trad. A. Burlaud et al., Les Prairies ordinaires, coll. « Penser/croiser », Paris, 2014 [2005]

Mezzadra Sandro, Neilson Brett, « Entre extraction et exploitation : des mutations en cours dans l'organisation de la coopération sociale », *Actuel Marx*, 2018/1 (n° 63), p. 97-113 - <https://www.cairn.info/revue-actuel-marx-2018-1-page-97.htm>

Mezzadra et Neilson, *The politics of operations*, Duke University Press, 2019

Negri et Hardt, *Guerre et démocratie à l'âge de l'Empire*, trad. N. Guilhot, La Découverte, 2004

\_\_\_, *Commonwealth*, trad. E. Boyer, Gallimard, coll. « folio essais », 2012 [2007]

Negri et Vercellone, « Le rapport capital / travail dans le capitalisme cognitif », *Multitudes*, 2008/1 (n° 32), p. 39-50 - <https://www.cairn.info/revue-multitudes-2008-1-page-39.htm>

\_\_\_, *Assembly* (2018)

Negri, *Travail vivant contre capital*, Editions sociales, 2018

Negri et Hardt, « Empire, twenty years on », *New left review*, 2019

Vercellone, « La nouvelle articulation salaire, profit, rente dans le capitalisme cognitif », *European Journal of Economic and Social Systems*, 2007, 20 (1), pp. 45-64

Carlo Vercellone, « From Formal Subsumption to General Intellect: Elements for a Marxist Reading of the Thesis of Cognitive Capitalism », in *Historical Materialism*, Brill, 2007, 15 (1), pp.13-36.

## Notes

[1] Je remercie Juan Sebastian Carbonell, Yohann Douet et Daria Saburova pour leurs précieuses relectures.

[2] A. Negri, *Travail vivant contre capital*, Editions sociales, 2018, p. xx.

[3] « Il nous faut essayer de concevoir l'exploitation comme l'extraction du commun » (*Multitude. Guerre et démocratie à l'âge de l'Empire*, trad. N. Guilhot, La Découverte, 2004, § « Méthode : sur les pas de Marx », p. 184.) Les deux grands ouvrages qui suivent sont *Commonwealth*, trad. E. Boyer, Gallimard, coll. « folio essais », 2012 [2007] et *Assembly*, Oxford University Press, 2017. Pour les travaux encore plus récents, outre le livre cité dans la note précédente, voir la conférence de Michael Hardt au titre univoque, « L'extraction du commun, paradigme du capital », *Revue Période*, 2018, trad. J. Etelain et P. Schwarzer - <http://revueperiode.net/l'extraction-du-commun-paradigme-du-capital/> et l'article commun de synthèse « Empire, twenty years on », *New left review* n°120, nov-déc. 2019, p. 67-92.

[4] A. Negri et C. Vercellone, « Le rapport capital / travail dans le capitalisme cognitif », *Multitudes*, 2008/1 (n° 32), p. 39-50 -

<https://www.cairn.info/revue-multitudes-2008-1-page-39.htm> et C. Vercellone, « La nouvelle articulation salaire, profit, rente dans le capitalisme cognitif », *European Journal of Economic and Social Systems*, 2007, 20 (1), pp. 45-64

[5] S. Mezzadra et B. Neilson, *The politics of operations*, Duke University Press, 2019

[6] V. Gago, « Financialization of popular life and the extractive operations of capital: A perspective from Argentina », trad. L. Mason-Deese, *South Atlantic Quarterly*, 114 (1), 2005, p. 11-28 et V. Gago et S. Mezzadra, « A Critique of the Extractive Operations of Capital: Toward an Expanded Concept of Extractivism », *Rethinking Marxism*, 29(4), 2017, p. 574-591.

[7] Negri et Hardt, *Commonwealth*, partie III, chap. 1, § « L'exploitation biopolitique », p. 206.

[8] Mezzadra et Neilson, *Politics of operations*, chap. 1, § « An extractive capitalism ? », p. 44 - c'est nous qui traduisons tous les textes qui ne sont pas disponibles en français. La thèse est de nouveau formulée p. 134.

[9] Negri et Hardt, *Commonwealth*, p. 213.

[10] Negri et Hardt, *Assembly*, chap. 10 - « Finance captures social value », p. 159. Pour un emploi proche du même terme, voir Y. Moulier-Boutang Yann, « Droits de propriété intellectuelle, terra nullius et capitalisme cognitif », *Multitudes*, 2010/2 (n° 41), p. 66-72 - <https://www.cairn.info/revue-multitudes-2010-2-page-66.htm>

[11] David Harvey, *Brève histoire du néolibéralisme*, chap. « Le néolibéralisme en procès », p. 226-233. Il avait avancé le concept dès 2001 dans son article « Le 'Nouvel Impérialisme' : accumulation par expropriation ».

[12] Gago et Mezzadra, « A critique of the extractive operations of capital », p. 585-6. Voir aussi Mezzadra et Neilson, *Politics of operations*, chap. 3, p. 127.

[13] NH, *Assembly*, p. 179-180.

[14] « Le but déterminant [de la production capitaliste] est la plus grande extraction possible de plus-value, ou ce qui revient au même, la plus grande exploitation possible de la force de travail. » (Marx, *Capital*, I, section 4, chap. 13, trad. Roy.) L'allemand parle simplement de « Produktion von Mehrwert ».

[15] Negri et Hardt, *Multitude*, partie II, chap. 1, § « Devenir commun du travail », p. 133-5.

[16] Sur ce concept, voir Vercellone, « From formal subsumption to general intellect ».

[17] Negri et Hardt, *Multitude*, § « La richesse des pauvres », p. 165-6 ; *Commonwealth*, § « Répliques sismiques », p. 437.

[18] Platon, *Premier Alcibiade*, 111a

[19] *Multitude*, § « La richesse du pauvre », p. 167 et p. 169.

[20] Negri et Hardt se réfèrent ainsi à Silvia Federici dans le texte « Empire, twenty years on ».

[21] Cf Vercellone 2008 p. 59-60. Celui-ci ne trace pas de frontière nette entre l'État-providence et le commun, contrairement à Negri et Hardt.

[22] Negri et Hardt, *Multitude*, § "Méthode : sur les pas de Marx", p. 184.

[23] A. A. Berle et G. C. Means, *The modern corporation and private property*, New York, Macmillan, 1932.

[24] Negri et Hardt, *Assembly*, chap. 10, § « Many faces of extraction », p. 169-70.

[25] Mezzadra et Neilson, *Politics of operations*, chap. 4 - « Extraction, logistics, finance », p. 163.

[26] Negri et Vercellone, « Le rapport capital / travail dans le capitalisme cognitif », p. 47.

[27] Negri et Hardt, *Assembly*, p. 171-172.

[28] G. Deleuze, « Post-scriptum sur les sociétés de contrôle », *L'autre journal*, n°1, mai 1990.

[29] V. Gago, « Financialization of popular life and the extractive operations of capital: A perspective from Argentina », trad. L. Mason-Deese, *South Atlantic Quarterly*, 114 (1), 2005, p. 11-28